

Le monde selon Disney ou la fin de la ville publique ?

Hacène BELMESSOUS, journaliste et chercheur indépendant, collaborateur de la revue *Urbanisme*

Texte communiqué à partir du débat d'actualité du 28 avril 2009, organisé par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne.

Si peu de gens connaissent ce microcosme, tous ont entendu parler d'Eurodisney. Ce n'est pas un hasard : l'entreprise américaine se trouve, dans tous les sens du terme, au centre de cette ville d'un nouveau genre. C'est elle qui, pour l'essentiel, lui a donné sa forme actuelle. C'est elle aussi qui a déterminé les modalités de la coexistence sociale sur l'ensemble de son territoire. Jamais peut-être une entreprise de loisir n'aura été au cœur d'un processus d'ingénierie urbaine à si grande échelle. On aurait pourtant tort d'y voir l'œuvre exclusive de forces marchandes. Rien de tout cela n'eût été possible sans la complicité active d'un Etat fort, capable de payer tous les équipements, de déroger au droit commun, voire de renflouer indirectement l'entreprise lorsque celle-ci s'est avérée déficitaire. Nulle part en Europe ne pouvaient être aussi étroitement combinés les trois ingrédients indispensables à la conduite de cette aventure : une position géographique centrale, une économie de marché accueillante et un Etat puissant. Le Val d'Europe est unique en son genre car il est né de la rencontre de deux projets imaginés au départ de façon indépendante : la réalisation de la «ville nouvelle» de Marne-la-Vallée et le projet de la Walt Disney Company d'implanter en Europe un grand parc à thème identique à ceux des Etats-Unis, mais conçu comme pôle d'attraction d'un vaste programme immobilier. Ce microterritoire est singulier parce qu'il donne également lieu à une expérience unique à cette échelle d'un complexe d'urbanisation. Il repose sur un partage net des responsabilités. La multinationale américaine assume en totalité le financement et la gestion des programmes privés (immobiliers, commerciaux, etc.). L'Etat français conserve l'entière responsabilité de l'insertion du projet (élaboré avec Disney) dans la ville nouvelle, mais aussi la conduite des procédures et des investissements publics (en matière de transport, de voirie, etc.).

Une ville neuve

Lorsque l'Etat français signe un accord de partenariat avec Disney en décembre 1987, il le justifie par des arguments économiques. Dans un contexte politique rendu fragile par le marasme économique (crise de l'industrie et de la métallurgie), on insistait à l'époque sur la valeur industrielle du projet. Deux chiffres alimentaient la propagande gouvernementale : les 915 millions d'euros de devises qui seraient versés dans les caisses de l'Etat et les 30 000 emplois créés à terme. La fermeture au début des années 1990 de l'usine Renault à Billancourt avec l'assentiment de son unique actionnaire, l'Etat, au moment où la société Disney allait inaugurer son premier parc français, donna du crédit à cette analyse stratégique. Une autre raison fut livrée à l'attention des opposants au projet : le désembourbement « assuré » de la quatrième tranche de la « ville nouvelle » de Marne-la-Vallée de l'impasse dans laquelle elle se trouvait. 60% des

logements prévus dans le cadre du VI^e plan (1971-1975) étaient construits. Le retard en matière de bureaux étaient considérables. Comparées aux autres villes nouvelles de Cergy-Pontoise (23 000m²) et de Saint-Quentin-en-Yvelines (22 000 m²), les surfaces commercialisées n'atteignaient que 7000 m² en 1981. Dernier indicateur notoire, la ville nouvelle de Marne-la-Vallée était inconnue du grand public. Une enquête réalisée en septembre 1975 révélait que 30,5 % seulement des personnes enquêtées connaissaient son existence alors qu'Evry avait un taux de notoriété de 76 % et Cergy-Pontoise de 71,5 %.

Cette réorientation urbaine fut décisive pour la nouvelle ville actuelle. En matière d'urbanisme, le choix des mots n'est jamais anodin. Si nous parlons de « nouvelle ville » et non pas de « ville nouvelle », c'est parce que c'est à ce moment-là que les géniteurs du futur Val d'Europe ont défini le type de ville qui se dessine depuis. Ils ne voulaient pas, en effet, que cette ville neuve reproduise l'échec des premières villes nouvelles (Evry et Cergy-Pontoise, par exemple) mais qu'elles érigent plutôt un modèle urbain qui ressuscite la « ville traditionnelle », indice de référence à leurs yeux de l'équilibre entre la mémoire du passé et celle du temps présent. Cette évolution marquait une rupture avec les principes d'action en cours car elle a modifié les méthodes d'élaboration d'un projet urbain. D'autant que les producteurs du secteur IV voulaient lui donner ce caractère spécifique : ne plus faire coïncider qualité et quantité.

Si l'on observe les événements à rebours, on ne peut qu'être frappé de constater que le point de vue « historiciste » des aménageurs du secteur IV, développé, rappelons-le, dans une époque, les années 1970, diamétralement différente de la nôtre tant en termes sociaux que technologiques et économiques, avait anticipé les aspirations particularistes des classes moyennes inférieures et supérieures à venir. Déjà, ces théoriciens de la « ville neuve » avaient pressenti l'un des effets majeurs du processus de « moyennisation » qui commençait à travailler la société française : la modification des relations qui s'établissent entre les individus et leur perception du territoire. Ils avaient compris que si le développement des lotissements de maisons individuelles de type Bouygues ou Phénix faisait écho à des considérations symboliques - la maison est un investissement économique et social -, leurs constructeurs avaient négligé un ensemble de facteurs déterminants dans cette acquisition : ceux qui ont trait à la valorisation d'une trajectoire résidentielle.

Dès l'origine, le Val d'Europe était donc destiné à ouvrir de nouvelles pistes de réflexion sur les voies d'une nouvelle société urbaine : ni une ville de masse, de celles qui n'ont ni centre ni limite, la puissance de l'argent en étant le centre imaginaire, ni une ville publique, au sens démocratique du terme, de celles qui sont accessibles à tous et faites pour tous, le Val d'Europe devait symboliser, aux yeux de ses concepteurs, la ville post-providentialiste : une aire urbaine qui développe une vision néo-libérale de l'espace, c'est-à-dire empreinte d'individualisme mais qui poursuit également un idéal « post-providentialiste » de manière à limiter les capacités d'autonomie de ces mêmes individus.

En 1987, à l'issue de la signature de la convention entre la multinationale du loisir et l'Etat, l'enracinement du Val d'Europe était en marche. Ses théoriciens avaient efficacement travaillé le tissu local entre 1981 et 1987. Ils n'allaient plus oeuvrer à la concrétisation d'une ambition régionale, la régénération de l'Est parisien, mais visaient la constitution d'un territoire emblématique pour une élite urbaine mondialisée. Dans cette nouvelle configuration, les données identitaires allaient radicalement changer. L'Etablissement Public d'Aménagement de la Marne ne serait plus un aménageur, le bras armé de l'Etat social, mais un acteur à identité multiple, l'EPA Marne se mutant en EPA France, le défenseur des intérêts de l'Etat.

En concurrence violente avec la « chose publique », cet hors champ ambitionnait désormais la construction d'un espace symbolique qui se revendique du sens de l'histoire.

En sacrifiant l'enceinte du Val d'Europe aux mains hygiénistes des laborantins de chez Disney, l'Etat ne rompait pas seulement avec la ville publique, il a également fait de ce microterritoire un laboratoire de bienfaisance de la puissance publique au secours d'un univers capitaliste. Les charges fiscales sur l'achat des terrains par la multinationale américaine ont été, par exemple, fortement réduites, la transaction s'étant faite sur l'achat de terrains agricoles et non sur des terrains à bâtir. En inscrivant, en outre, cette coproduction urbaine dans un projet d'intérêt général, ce qui déroge à l'application des lois de décentralisation en matière d'urbanisme, l'Etat français a assuré à Disney la cohérence de l'aménagement du Val d'Europe. C'est ainsi que cette entreprise, symbole du libéralisme triomphant, a obtenu des pouvoirs français un monopole ... d'Etat sur le secteur IV. Aucun concurrent de la multinationale américaine ne peut en effet y construire des équipements hôteliers et sportifs.

Un Disneyworld

Pour donner une idée de la vision urbaine de la multinationale américaine, l'extrait suivant, tiré d'un éditorial de son directeur général adjoint publié dans une revue hagiographique, constitue en tant que tel un bon moyen de compréhension des mécanismes qui sous-tendent le Val d'Europe :

« Qu'est-ce qu'une ville ? Des rues, des places, des jardins, des quartiers, des monuments, des habitants, des habitudes, etc. qui d'ordinaire, réclament plusieurs siècles pour prendre forme. Quelques années ont suffi pour que le Val d'Europe surgisse de terre. Quelques années qui ont vu s'élever sur une surface équivalente à la ville de Chartres un espace résidentiel qui accueillera à terme 40 000 habitants, un pôle économique qui ne cesse de prendre de l'ampleur, un réseau d'infrastructures gigantesque et la première destination touristique d'Europe avec Disneyland Resort Paris. Le secret de Val d'Europe ? Il tient en deux mots : l'enthousiasme et la vision (...) car le Val d'Europe est différent. A l'heure où naissent les premiers bébés de la ville, les toutes premières personnes qui pourront se dire « de » Val d'Europe parce qu'elles n'auront jamais connu d'autre paysage que le sien, nous avons voulu vous apporter un témoignage vivant de cette différence ».

Parce que le monde économique et sa logique rationaliste sont tout entier présents dans tous les coins et recoins du Val d'Europe, tous les mots utilisés ici ont un sens. Ils permettent en effet de comprendre le modèle de ville construit dans ce petit bout de Seine-et-Marne. En recourant à des références épurées de toute notion historique et politique, en ignorant toute référence aux réalités sociales, le représentant de l'entreprise américaine veut inscrire le Val d'Europe dans un univers extraterritorial. Son propos est sans ambiguïté : le Val d'Europe n'est pas un pôle d'équilibre de la région parisienne. Domesticqué par la multinationale du loisir, il s'enracine dans une autre histoire collective, celle de la Walt Disney Company. La perspective de Disney World est claire : créer un monde qui s'appuie sur un passé qu'il mythifie - cette Amérique profonde, heureuse et simple que les créateurs de la multinationale du loisir appellent « *a back story* » (« une histoire antérieure »), peinte par l'artiste préféré des Américains, Norman Rockwell, un ami de Walt Disney - et qui s'ouvre sur un futur également mythique puisque construit sur une certitude : dans cette société, l'avenir est donné d'avance. Il n'y a pas que platitude et exaltation dans l'imaginaire disneyen. Quand

Disney parle du Val d'Europe comme d'une *Ville de l'Imagination*, il n'érige pas ce territoire en un lieu extraordinaire, à l'image de l'univers spectaculaire et « paillettes » de ses parcs. Le Val d'Europe doit à ses yeux instaurer à champ ouvert une manière de faire la ville en y intégrant ses principes.

C'est donc sur la vertu que Disney édifie sa « ville neuve » ; une ville neuve car le Val d'Europe rejette l'héritage idéologique des villes nouvelles construites dans les années 1970 : leur inhumanité, leur « approbation » du vulgaire et de la laideur et leur condition de territoire « mortel » pour ses résidents. Or, la multinationale américaine en est convaincue : elle baisse la garde, et c'est la décadence assurée du lieu.

Au bonheur des classes moyennes ...

Ce qui frappe d'emblée dans le propos des personnes que nous avons interrogées, c'est cette façon qu'elles ont de mettre l'accent sur les qualités de cette ville neuve en l'opposant à la banlieue ordinaire. On est ici dans des destinées ascendantes et ces classes moyennes tiennent à le faire savoir, quand à Meaux ou à la Courneuve, les trajectoires sociales et résidentielles sont descendantes. Tous les entretiens que nous avons menés ont révélé que l'identité du Val d'Europe commence, à leurs yeux, avec ce voisinage immédiat : le quartier de la Pierre Collinet à Meaux, les grands ensembles du Mée-sur-Seine, Torcy, Melun, et plus loin, ceux de la Seine-Saint-Denis avec lesquels ils s'estiment « dissemblables » par les revenus, les croyances ou la culture. La proximité sociale n'est ici tolérée que sous la condition d'une sociabilité élective. Questionner ces classes moyennes, c'est aussi constater que le sentiment diffus de mieux-être est largement partagé. Tous nous ont affirmé leur chance de vivre au Val d'Europe. Vivre et non habiter ou résider. Chacun d'eux tient à cette nuance. Nous sentons après plus amples réflexions sur cette société différenciée que, dans le désenchantement et les incertitudes de la société française plusieurs fois évoqués par les personnes interviewées, elles trouvent, au Val d'Europe, la plénitude du Moi, une terre paisible et agréable à vivre. Dans un environnement aussi riche que le Val d'Europe, elles apprécient son principe de vision dominant, sinon exclusif : son extrême réalisme. Quand elles déclarent, par exemple, vivre ici comme « *dans un autre monde* », elles n'évoquent pas un *ailleurs*, disneyien, mais un lieu qui se nourrit d'une idéologie commune. Elles voient dans l'organisation disneyenne et sa stratégie de rationalisation de l'espace une garantie de survie contre l'hostilité. Au Val d'Europe, chacun d'eux est, d'une manière ou d'une autre, un usager-consommateur.

En outillant le psychisme de tout un chacun de cette idée que le bruit de l'effondrement du monde n'écrasera personne ici, ce microcosme affirme ce que ces classes moyennes veulent entendre : le Val d'Europe est un territoire qui se donne des bornes. Tous les jours, il anticipe pour elles les effets de la dépression du Monde. A partir de là, elles en sont convaincues, aucun événement imprévisible ne peut y survenir. Dans cet espace du possible que leur ouvre la multinationale américaine, les régularités sont clairement définies, de même que les règles du jeu. C'est en cela que nous évoquions *l'extrême réalisme* de ce microterritoire. Le Val d'Europe propose un avenir prévisible. Il ne tolère aucun esprit de calcul. Chaque individu doit se convertir à son univers de croyance. Il contrôle les choses, il gère l'intérêt général. Cela n'est pas rien en ces temps d'incertitudes. Enthousiasmées, les classes moyennes s'y installent donc en masse.

... et des promoteurs

Alors qu'ils n'étaient pas questionnés sur ce sujet, tous les promoteurs interviewés nous ont fait part de leur difficulté à exercer leur métier au Val d'Europe. Les relations objectives qui s'instaurent habituellement entre un constructeur et son maître d'ouvrage, comme celles qui s'établissent entre les différents opérateurs, sont ici, selon eux, sans commune mesure avec les lois générales de fonctionnement de ce champ de production. Pourquoi ces entreprises, qui figurent parmi les premières de l'hexagone, qui sont dotées d'une notoriété dans les groupes d'interconnaissance et d'un capital de relations utiles, autant d'atouts donc qui leur confèrent habituellement le pouvoir d'imposer leur vision des opérations à leurs partenaires politiques et économiques, consentent-elles à n'être ici que de simples exécutants ? Et comment comprendre ce choix de l'exception aux règles habituelles ? En réalité, à voir le Val d'Europe s'étendre chaque jour, presque d'heure en heure, et engloutir une masse croissante de classes moyennes, on comprend que les groupes immobiliers y sont pris de frissons comme s'ils étaient les témoins d'un phénomène miraculeux. Il y aurait chez Disney une intelligence idéale des choses. Dans ce microterritoire en expansion, l'or et l'argent n'arrêtent pas de travailler comme par alchimie avec toute la rage nécessaire pour le triomphe de l'urbanisme libéral.

Mais une autre explication que le rapport aux lois du marché motive leur implication aveugle : celle qui a trait à l'idéologie véhiculée par ce nouveau territoire. Dans cet univers hautement différencié, le Val d'Europe représente pour ses constructeurs plus qu'un lieu de spéculation. Il exprime des perspectives nouvelles en matière d'urbanisme et plus précisément le dynamisme profond d'une nouvelle construction sociale. Ses entreprises entrevoient, dans ce travail de codification de l'espace par la multinationale du loisir, les conditions d'un triomphe de l'urbanisme libéral. En effet, Disney importe en France cette idée que l'urbanisme est moins une valeur d'usage qu'une valeur d'échange. Bref, l'idée que le Val d'Europe est allégé des contraintes ordinaires (peuplement, sécurisation, etc.), et qu'en même temps, il ne fait pas écho au débat pessimiste sur l'avenir des villes, leur donnent à penser qu'il est l'expression d'un monde nouveau. Mieux, il tient dans ses mains la perspective de la cité idéale.

À écouter ses résidents, il y aurait au Val d'Europe une forme d'irrésistibilité. Sa vertu héroïque : la « vie heureuse » n'y meurt pas. Alors que la ville publique décline, rongée par de multiples fractures sociales, ce microcosme oriente les âmes, dépaysant ses résidents sans appréhension, ni crainte de déception. Disney a réussi ce vrai tour de force aux yeux de ses habitants : transfigurer la réalité. Dans cette exaltation de la valeur absolue du Val d'Europe, que constate-t-on ? Une arrière-pensée, comme la bénédiction « divine » d'en être. Dans cette société où elles travaillent sans cesse durement pour pouvoir préserver leur position sociale, au point d'être qualifiées de « classes anxieuses » par nombre de sociologues, les classes moyennes sont séduites par les formules des spécialistes du marketing immobilier au Val d'Europe : partir en balade en rentrant du travail, aller chercher le pain à vélo, tout en bénéficiant de l'un des plus grands centres commerciaux d'Europe et du foisonnement d'équipements que l'installation d'Eurodisney et de nombreuses entreprises ont apportés. Bref, le rêve francilien devenu réalité.

La ville des méritants

Bien qu'il représente une part minime du parc résidentiel local, le logement social est perçu comme une tâche dans l'identité du lieu, un broyeur d'homogénéité. Nombre d'enquêtés nous ont ainsi prophétisé qu'il renferme les futurs germes du désordre. A l'appui de cette thèse, il y a cette idée que les locataires HLM sont du mauvais côté de la classe moyenne. Quelques-uns s'amusaient à énumérer leurs points de dissonances avec ces « immigrés de l'intérieur » : aucune parenté dans l'inspiration, les goûts et les moyens. Conséquence directe de ce mépris de classe : tous les locataires d'un logement social questionnés nous ont déclaré leur souhait de se fondre dans le collectif individualiste valdeuropéen, c'est-à-dire s'indifférencier en diluant, voire en estompant leurs particularismes ethnique et social. Ils sont heureux d'en être et ils veulent continuer à coller aux visions du futur local, promesse d'un avenir ascendant.

Les locataires HLM interrogés nous l'ont répété plusieurs fois : Le Val d'Europe n'est pas Byzance. Quelques-uns sont passés de l'effervescence aux « enfers ». L'ivresse de leur emménagement fut assez vite privée d'exutoire, la faute à la rancœur des propriétaires, hypermajoritaires dans cette ville neuve. Ils confient d'ailleurs ne pas se sentir à l'unisson avec cet univers élitiste. Repliés, sur la défensive, ces individus font profil bas, essayant *coûte que coûte* de ne pas garder de trace visible de quelques restes de « banlieueseries » infériorisantes. Ces locataires HLM savent qu'ici, les distinctions se font par le haut. Sous le pesant regard des classes moyennes et moyennes supérieures, ils nous ont confié ne pas oser être eux-mêmes, de crainte de ne pas être à la hauteur du lieu. Cette peur de mal faire ou de mal dire les hante au point qu'ils s'interdisent des habitudes « d'ailleurs », comme s'interpeller et converser bruyamment, « trainer » dans l'entrée de leur immeuble, etc.

Il règne dans ce microcosme un optimisme méritocratique. Les Valdeuropéens ne sont pas honteux de leur « bonheur », ce qui n'est pas rien dans une société française sans référence et qui ne respecte plus, selon eux, ce contrat social dans lequel elle promettait à chacun le bien-être et une vie meilleure que celle de la génération précédente. Le Val d'Europe replace cet ordre des choses. En s'y installant, ses habitants ont la certitude d'entrer dans un monde où tout redevient possible. Dans cette perspective, les Valdeuropéens en sont convaincus : le Val d'Europe est de leur temps. Il s'offre aux plus méritants. C'est donc, estiment-ils, leur droit le plus strict de jouir de cette espèce d'ivresse qu'il donne. Deux ou trois fois, nous avons voulu discuter ses vertus héroïques. N'étaient-elles pas exagérées ? Notre démarche fit d'abord sourire puis elle irrita. Le Val d'Europe répond à tous leurs besoins, pourquoi en modéreraient-ils la vertu ? Nombre d'entre-eux nous ont d'ailleurs déclaré leur fierté d'avoir payé très cher, souvent sans discuter, ce droit à la perfection du bonheur.

En outre, parce qu'il ne règne pas au Val d'Europe l'harmonie idéalisée avant (et au moment) de leur arrivée, ces habitants sont en train de modifier les formes traditionnelles d'appartenance à une communauté locale. Ces personnes se sont connues à travers le site Internet *les Amis du Val d'Europe*. L'émergence de cette communauté par le réseau électronique est intéressante à relever car elle augure une forme de société « détraditionnalisée » : l'apogée d'une société en réseau. *Les Amis du Val d'Europe* est une association qui fonctionne comme un collectif. Mais les Amis du Val d'Europe n'est pas qu'un forum de rencontres. Constitué de plusieurs entrées (vie quotidienne, urbanisme, se loger au Val d'Europe, messages privés, petites annonces, etc.), ce portail est aussi un lieu

d'échanges sur ce qui se dit sur le Val d'Europe dans les médias. Dans « *On parle de nous* » (le titre de la rubrique), les résidents internautes examinent, dissèquent et dénoncent, souvent avec virulence, ceux qui désapprouvent le lieu.

La première ville privée européenne ?

Si l'on considère la mutation qui s'opère depuis plus de vingt ans sur ce territoire initialement assez banal, nous constatons que la métropole qui s'y dessine est en train de bouleverser l'organisation de la ville française. Ce petit bout d'Ile-de-France émerge à un moment particulier de l'histoire urbaine française : celui de la lente liquidation de son espace public. La multiplication depuis le milieu des années 1990 des enclaves résidentielles, des microterritoires vigilés et vidéosurveillés, est l'amont de ce processus séparatiste. Le Val d'Europe en est l'aval. Bien qu'il soit encore méconnu du grand public, il forme l'angle le plus tranchant de ce phénomène.

Cette expérience unique à l'échelle d'un partenariat public-privé de réalisation d'une opération complexe d'urbanisation nous a conduit logiquement à cette question : le Val d'Europe est-il le laboratoire à ciel ouvert de la première ville privée européenne ? Cela a eu le don d'agacer la quasi-totalité des acteurs institutionnels interviewés. Ils jugeaient que la question tenait du procès d'intention, corrompant l'esprit du lieu. Puisque Disney en est le souverain, est-ce que cette ville de l'individualité est une ville privée ? Rien dans les faits ne peut le suggérer, n'ont eu de cesse de nous le répéter nos interlocuteurs. C'est vrai que n'importe qui peut résider au Val d'Europe ... s'il en a les moyens. Cette ville d'une classe sociale se distingue de la ville publique en raison tout d'abord, de l'identité de son co-producteur, la société privée Disney, et enfin parce que plusieurs mois d'enquête et d'observation ont dissipé cette illusion entretenue par l'Etat local que ce lieu serait régi par des normes communes. En offrant le secteur IV de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée à la multinationale américaine, les pouvoirs publics ont fait sauter le verrou du droit commun. Ils ont consacré l'interprétation disneyenne de l'espace public, chaque jour plus claire puisqu'elle résulte d'un souci, à peine voilé, de donner un visage « humain » à une idéologie différentialiste.

Le Val d'Europe importe une nouvelle forme de ville en France : la ville « privatisée ». Ce qui nous conduit à cette lecture des faits, ce sont les conditions socio-politiques dans lesquelles cette production capitaliste s'est développée. Le Val d'Europe a fait irruption dans l'agenda de l'Histoire au moment où domine cet éloge des paradis communautaires censés être l'unique moyen de résistance à l'atomisation sociale, et à la crise de la démocratie française et de la légitimité du politique. Les déchirements de l'Etat providence et les phénomènes sécessionnistes qui travaillent l'espace urbain ont délivré les marchands du temple des régulations politiques de l'Etat social. Dans ce monde incertain, il n'y a pas d'ennemi extérieur. La société est fracturée de l'intérieur. La fascination pour Disney vient de là. Le Val d'Europe conceptualise ce monde dans lequel les individus s'émancipent de la tyrannie des circonstances. Ainsi se réalise ce rêve capitaliste d'une humanité dont le capital détiendrait les clés du destin. Mais, au bout du compte, la question qui alimente localement les débats concerne le devenir de ce microterritoire. Est-ce que les cinq communes qui le composent vont fusionner après 2017, date de la fin de la convention qui lie l'Etat à Disney, pour n'en former qu'une seule ? Pour l'heure, cette question n'est pas élucidable. Nombre de nos interlocuteurs institutionnels, véritables connaisseurs de ce dossier « hors norme », savent que c'est là que se

situe le second enjeu du Val d'Europe. Soit il deviendra un espace global, sans discontinuité, en somme la plus grande enclave résidentielle d'Europe, réduite au huis clos étouffant du bunker. Soit il se décomposera, anéanti par une réalité qu'il ne pourra plus fuir tant les villes cachées qui choisissent le repli sur leurs songes de bonheur parfait ne résistent pas indéfiniment au corps social méprisé et mis à l'écart. La suite de l'histoire fait frémir. Un Val d'Europe aujourd'hui, des « Vaux d'Europe » demain ? Sans résistance, l'onde de choc de ce scénario mortifère sera terrible. Ce qui se joue actuellement dans ce microterritoire, c'est bien plus que l'émergence d'un nouveau mode d'existence urbaine comme on voudrait nous le faire croire. Ce microcosme qui borne l'horizon de la société des hommes à leur valeur marchande en théorisant l'homogénéité sociale, ne doit pas être observé comme un phénomène anodin dans l'histoire de la France urbaine mais plutôt comme le signe de la fin des réciprocités. La mort du vivre ensemble comme vérité de cette nouvelle France urbaine.

Hacène BELMESSOUS, *journaliste et chercheur indépendant,*
collaborateur de la revue Urbanisme